

Le trou de la retraite...

... et la faiblesse des propos de ceux qui en parlent dans les médias.



Trop de citoyens ne rendent plus compte que les richesses ne peuvent provenir que du travail tant les données sont disséquées, transformées et déconnectées de la réalité. Pour qualifier la richesse dans son ensemble, les personnes autorisées et les médias ne parlent plus que de CAC 40, de valeurs boursières, d'actions, de taux de revenus, de défiscalisation,... et j'en passe. Pourtant, et sans vouloir marcher à contre courant, tous ces gens ne pourraient plus parler de cette façon si le travail n'existait plus. En sont-ils conscient ?

Chaque année, le P.I.B. grossit inexorablement et bien plus vite que les revenus des plus faibles d'entre-nous qui vivent de plus en plus mal malgré leur travail.

Comment comprendre ce simple constat, alors que dans le même temps, les déciles du haut de notre société, accumulent toujours plus de richesses à travers ce P.I.B. depuis plusieurs dizaines d'années ?

Maintenant, les élus « responsables » veulent réformer la retraite et faire travailler les citoyens deux années supplémentaires pour éviter un trou de 17 milliards d'Euros en 2030.

Notre P.I.B. actuel étant d'environ 2200 Milliards d'euros, ces deux ans de travail supplémentaires vont rapporter à notre pays, l'équivalent de 4400 Milliards d'euros supplémentaires dont une grosse partie ira rejoindre les finances déjà bien fournies de nos ultra riches et pour un montant des centaines de fois plus élevé que ce trou de 17 milliards d'euros. Nos responsables politiques n'ont pas peur du ridicule !

Ils sont catégoriques : la mesure est urgente autant qu'indispensable.

Il est vrai que ce poste de dépense ne touche que les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui créent la vraie richesse ; et il faut en créer encore plus pour que les mieux lotis qui la gèrent continuent de s'enrichir. Ce sont eux les mieux placés pour profiter de la manne en partageant le moins possible grâce à la gestion économique de l'état [qui ne veut pas s'occuper cette équilibre](#). C'est pourtant à cause de lui que les échanges, qui sont à la source du travail, peuvent se multiplier dans un climat serein. Le coût de cette sécurité doit être financé par nos impôts à la hauteur des richesses que chacun récupère des échanges.

Par contre, notre dette publique atteignait près de [3000 Milliards d'Euros fin 2022](#) et la progression laisse à penser qu'en 2030, ce sera 1700 Milliards d'Euros en plus, soit 4700 Milliards.

Comment les gestionnaires de l'Etat que sont nos politiques, peuvent-ils dépenser plus de ressources fiduciaires qu'ils n'en reçoivent et n'agissent que sur un poste 270 fois moins important en volume ?

C'est difficile à comprendre, surtout quand les tenants de cette réforme prétendent qu'elle est raisonnable alors qu'elle pénalise essentiellement le fruit du labeur des travailleurs et aucunement les bénéfiques produits par la gestion de ces mêmes richesses par les financiers et leurs serveurs. Mais alors, pourquoi continuer à défiscaliser ceux qui ont gagné encore plus de richesses sur le dos du travail de tous ?

Le montant de ces défiscalisations privées est compris dans cette dette dont tout le monde paie les intérêts aux banques. N'importe qui est capable de constater que ce sont encore les déciles les plus aisés qui sont toujours épargnés, les mêmes qui [financent proportionnellement moins notre état](#) que les déciles inférieurs.

La raison serait-elle de renvoyer l'ascenseur des financements électoraux ?

Et les beaux parleurs médiatiques ou politiques sont-ils sérieux ou de connivence pour faire abstraction de ces points de vue ?

Michel Suire